



## Le Canada a les moyens de stimuler la relance économique

Lors des deux premiers mois de la pandémie, le gouvernement fédéral a annoncé des dépenses de soutien d'urgence de près de 150 milliards \$. À titre d'exemple, les dépenses totales des programmes fédéraux prévues étaient de 330 milliards \$ dans le budget de 2019. Il n'y a aucun doute qu'il s'agit d'une très forte augmentation. Il est clair également que nous pouvons nous permettre d'augmenter les dépenses fédérales.

Alors que le gouvernement conservateur de Stephen Harper assimilait la responsabilité financière à l'équilibre budgétaire, le gouvernement libéral de Justin Trudeau utilise le rapport dette-PIB comme cible d'équilibre budgétaire. Le rapport dette-PIB consiste à comparer la dette à long terme du pays au produit intérieur brut, soit la valeur des biens et services produits dans une année donnée. Cette mesure permet de mieux refléter le fait que les budgets gouvernementaux diffèrent des budgets des familles et doivent donc être abordés différemment.

Contrairement aux familles, les gouvernements planifient à long terme, et jouent un rôle important en stabilisant l'économie pendant les périodes de ralentissement et en fournissant des services et des infrastructures essentiels. L'utilisation du rapport dette-PIB permet de tenir compte des avantages économiques des dépenses du gouvernement au fil du temps. Si le gouvernement emprunte maintenant pour investir dans quelque chose qui permet une croissance économique plus forte à l'avenir, notre dette va augmenter, mais ce sera aussi le cas de notre PIB prévisionnel, ce qui démontre que cette décision est financièrement viable à long terme.

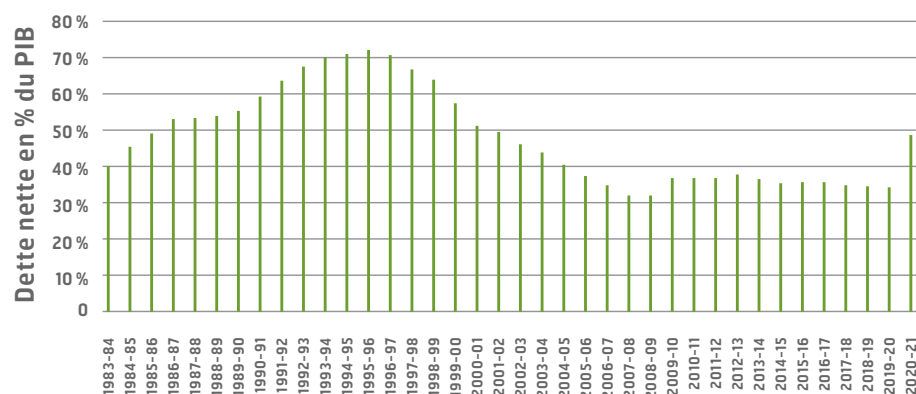
Le directeur parlementaire du budget estime que le déficit (la différence entre les revenus et les dépenses pour un exercice budgétaire donné) s'élèvera à 252 milliards \$ en 2020-2021, puisque le gouvernement fédéral dépense plus et reçoit moins de revenus. Le directeur parlementaire du budget estime aussi que l'économie canadienne pourrait

se contracter de 12 % en 2020, pour un rapport dette-PIB de 48,4 %. C'est une forte augmentation par rapport au taux de 30 % d'avant la pandémie, mais c'est encore très loin du taux avoisinant 70 % du milieu des années 1990.

Malgré ces chiffres impressionnants, il n'y a aucune raison de paniquer. La plupart des nouvelles dépenses sont des mesures temporaires aidant les gens et les communautés à tenir le coup pendant cette crise, et qui permettront de relancer l'économie plus rapidement une fois la pandémie terminée. Nous ne savons pas combien de temps il faudra pour que le PIB revienne à la normale, mais nous savons que notre économie sera plus saine en raison des mesures de dépenses prises.

De plus, les coûts globaux du service de la dette seront inférieurs au cours du présent exercice qu'ils l'ont été dans le passé, parce que les taux d'intérêt sont bas. La principale méthode d'emprunt des gouvernements est d'émettre des obligations. Le taux des obligations de 30 ans du gouvernement fédéral est de 2 %, et celui des obligations de 10 ans est inférieur de 1 %. La Banque du Canada appuie les gouvernements fédéral et provinciaux en achetant des obligations directement, dans les marchés secondaires, offrant ainsi aux gouvernements un prêteur volontaire. C'est une autre raison pour laquelle la situation de 2020 est différente de celle de 1995, lorsque le gouvernement fédéral libéral a imposé d'importantes réductions dans les transferts aux provinces pour la santé et les programmes sociaux. Dans les années 1990, le gouvernement fédéral avait de la difficulté à trouver des personnes prêtes à acheter des obligations du gouvernement, même si les taux de rendement étaient relativement plus élevés.

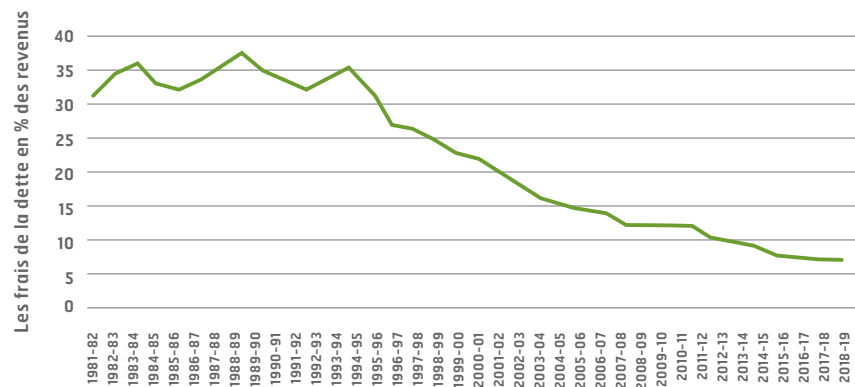
### L'endettement augmente, mais reste faible comparé à celui des années 1990



Sources : Tableaux de référence financiers 2019, Statistique Canada tableau 36-10-0113-01; Directeur parlementaire du budget.

Avant la pandémie, le directeur parlementaire du budget estimait que le gouvernement fédéral avait une marge de manœuvre financière pour augmenter les dépenses de 40 milliards \$ chaque année, tout en gardant le rapport dette-PIB stable. Dans son budget fédéral 2020, le Centre canadien de politiques alternatives estime qu'en mettant fin à des décennies de pertes de revenus et en augmentant l'équité fiscale, Ottawa pourrait récolter 50 milliards \$ de plus. C'est logique quand on pense à l'ampleur des réductions d'impôt offertes au cours des 20 dernières années. Ensemble, Jean Chrétien et Stephen Harper ont réduit l'impôt des entreprises de moitié, en faisant passer le taux d'imposition de 29 % à 15 %. Au milieu des années 2000, Stephen Harper a privé le gouvernement de l'équivalent de 17 milliards \$ des recettes (en \$ de 2020) en faisant passer la TPS de 7 à 5 %. Pour sa part, la seconde réduction d'impôt de la classe moyenne de Justin Trudeau qui profite principalement aux familles

## Les coûts d'emprunt fédéraux sont dans un creux historique



Source : Tableaux de référence financiers 2019, tableau 13

riches, coûtera 6 milliards \$ par année lorsqu'elle sera entièrement appliquée.

Si nous empruntons à des taux historiquement bas, que nous augmentons les revenus afin d'assurer l'équité fiscale, ou une combinaison des deux, nous pouvons très bien nous permettre d'augmenter les dépenses fédérales. En fait, si nous faisons des investissements publics dans des

secteurs comme la santé, les services de garde, dans les communautés et dans l'efficacité énergétique des immeubles, nous constaterons un impact plus fort sur la croissance économique parallèlement à une réduction des inégalités et à une amélioration de la qualité de vie.

## Les mesures d'aide fédérales pour atténuer les impacts de la pandémie

Le gouvernement fédéral a déjà annoncé de nombreux programmes d'urgence pour aider les gens et les entreprises à joindre les deux bouts durant la pandémie. Les coûts des différentes mesures ci-bas sont des estimations, puisque les interventions gouvernementales aux chapitres de la santé publique et de l'économie continuent d'évoluer.

- Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) : elle vise à verser aux employeurs admissibles 75 % des salaires des employés, jusqu'à concurrence de 847 \$ par semaine. 75 milliards \$ ont été budgétés pour ce programme, mais les premiers rapports indiquent que le taux de participation est plus faible que prévu.
- Prestation canadienne d'urgence (PCU) : cette prestation imposable de 500 \$ par semaine est versée directement aux travailleurs admissibles pendant une période maximale de 16 semaines. Le directeur parlementaire du budget prévoit que ce programme coûtera 35 milliards de dollars.
- Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (PCUE) : cette prestation imposable est de 1250 à 2000 \$ par période de quatre semaines. Le coût du programme est de 9 milliards \$, selon les prévisions.
- Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) : il fournit des prêts sans intérêt allant jusqu'à 40 000 \$ aux petites entreprises et aux organismes sans but lucratif, avec une dispense de remboursement équivalent à 25 % du prêt si celui-ci est remboursé à temps. Le coût devrait s'élever à 9 milliards \$.
- Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial (AUCLC) : ce programme offre aux propriétaires qui louent des locaux aux petites entreprises admissibles un prêt à remboursement conditionnel. Le directeur parlementaire du budget prévoit que ce programme coûtera 500 millions de dollars.
- Allocation canadienne pour enfants et le crédit pour la TPS : un supplément unique est versé aux bénéficiaires du crédit pour la TPS et de l'Allocation canadienne pour enfants. Le coût est estimé à environ 7,5 milliards de dollars.
- Aides ciblées pour les secteurs de l'agriculture, les compagnies aériennes, le tourisme, l'énergie et les organismes sans but lucratif et de bienfaisance. Le coût de ces programmes est incertain.
- Aides offertes aux banques et aux autres prêteurs par l'intermédiaire du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) et la Banque du Canada : ces institutions ont augmenté leur capacité de prêts de plus de 750 milliards \$.

# ORIENTATIONS ÉCONOMIQUES

Cette édition enrichie fournit des précisions sur les effets économiques de la COVID-19 : ce que nous constatons présentement, ce qui pourrait survenir dans les mois à venir, ainsi que les possibles répercussions pour les membres du SCFP.

**Croissance économique** – L'effet de la pandémie sur la croissance mondiale demeure incertain. Le choc initial a été plus profond que toutes les récessions de l'histoire, et l'arrêt des activités a duré plus longtemps que prévu. Certains secteurs semblent plus durement touchés, comme les restaurants, le tourisme et les voyages, ainsi que l'industrie du divertissement. Nous ignorons combien de personnes fréquenteront ces entreprises lorsqu'elles ouvriront leurs portes, surtout avant qu'un vaccin soit offert à tous. Nous avons connu peu de récessions où ces secteurs étaient les plus touchés, de sorte qu'il est difficile de prédire l'effet d'entraînement de leur déclin. Au Canada, les prix du pétrole ont baissé à un niveau historique, ce qui a aggravé la récession. La plupart des économistes s'attendent à ce que l'économie reprenne à nouveau, mais on ne sait pas combien de temps il faudra attendre.

**Emplois** – Le taux de chômage officiel est passé de 5,6 % en février à 13 % en avril, soit une augmentation de près de 1,3 million de chômeurs en deux mois. Mais ces chiffres ne disent pas tout. Près de 1,1 million d'autres travailleurs qui ont perdu leur emploi ne sont pas considérés comme officiellement en chômage parce qu'ils n'étaient pas à la recherche d'un autre emploi. En avril, 2,1 millions de travailleurs avaient toujours un emploi, mais n'avaient pas d'heures de travail en raison de la COVID-19. En tenant compte de tous ces travailleurs, le taux de chômage réel en avril s'élève à près de 30 %. Ce taux s'approche des taux de chômage durant la Grande Dépression. Bien que l'emploi ait remonté en mai, le taux de chômage effectif est demeuré stable.

Les effets des pertes d'emploi ne sont pas ressentis de façon uniforme. Les employés à temps partiel, temporaires ou contractuels ont été les premiers à être licenciés. De nombreux employés bien rémunérés se sont adaptés au télétravail et ont subi une très faible perte d'heures de travail. En revanche, plus de la moitié des employés à faible revenu (moins de 16 \$ l'heure) ont perdu leur emploi ou ont subi une réduction de leurs heures de travail. Plus de femmes que d'hommes ont perdu leur emploi en mars. En avril, les mises à pied se sont étendues aux emplois à temps plein et aux secteurs dominés par les hommes. En mai, alors que les gouvernements ont commencé à relâcher les restrictions, plus d'hommes que de femmes sont retournés travailler. C'est particulièrement vrai pour les parents d'enfants de moins de six ans.

**Salaires** – Les répercussions profondes et spectaculaires de cette récession auront des effets sur la négociation. Les employeurs des secteurs privé et public n'auront probablement pas une grande marge de manœuvre sur le plan salarial. Cependant, les suppléments temporaires accordés aux travailleurs essentiels à faibles salaires ont permis de souligner la nécessité d'augmenter les salaires de nombreux travailleurs et offrent une occasion de lutter pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail sur une base permanente.

**Inflation** – Les prix du pétrole ont fortement baissé lorsque la Russie et l'Arabie Saoudite ne sont pas parvenus à une entente pour faire monter les prix et ont décidé d'inonder le marché mondial. Cette situation aura pour effet de ralentir considérablement l'inflation. Dans le secteur alimentaire, la fermeture des restaurants a laissé les agriculteurs avec des excédents importants de produits qu'ils ne pouvaient pas vendre, ce qui a fait augmenter les coûts de l'alimentation et de l'entreposage. Les coûts ont augmenté tout le long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire pour assurer la sécurité des travailleurs et des clients. Le taux global de l'inflation demeurera probablement faible à court terme, mais les prix de certains articles, comme le désinfectant pour les mains, peuvent être touchés par l'augmentation de la demande et par des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

**Taux d'intérêt** – En réaction aux effets économiques de la pandémie, de nombreuses banques centrales ont réduit considérablement leurs taux au mois de mars. La Banque du Canada a baissé son taux directeur de 1,75 % à 0,25 % et a annoncé plusieurs programmes visant à fournir un soutien financier aux prêteurs hypothécaires et aux gouvernements. Les emprunts du gouvernement n'ont jamais été aussi abordables : les obligations de 30 ans du gouvernement fédéral se vendent à 2 % d'intérêt. Toutefois, les travailleurs risquent de ne pas profiter des faibles taux d'intérêt. La plupart des banques et des coopératives de crédit ont en effet augmenté leur taux de prêt préférentiel ou l'ont maintenu au même niveau, en citant un risque accru. Compte tenu de l'aide fournie au secteur financier par le gouvernement fédéral et la Banque du Canada, les banques devraient pourtant offrir des prêts à un coût plus abordable. La population serait d'ailleurs en droit d'exercer des pressions en ce sens.

# Construire une économie qui fonctionne pour tous

La pandémie de la COVID-19 a exposé les liens qui nous unissent les uns aux autres. Notre santé et notre bien-être dépendent en effet de la santé et du bien-être de tout le monde dans nos communautés, dans notre pays et dans le monde entier. Au cours des derniers mois, nous avons vu clairement que lorsque certains d'entre nous ne sont pas en sécurité et bien protégés, nous sommes tous menacés.

La pandémie a également démontré que notre filet de sécurité sociale est usé et inefficace. Les services et programmes publics constituent la bouée de sauvetage

qui va nous sortir de cette crise, mais ils sont sous-financés et manquent de ressources en raison des attaques subies au cours des dernières décennies.

Un récent sondage EKOS révèle que les gens comprennent l'importance d'avoir des services publics solides et que les gouvernements ont un rôle crucial à jouer dans l'économie. Près des trois quarts des répondants disent qu'ils s'attendent à une « vaste transformation de notre société » lorsque la crise sera terminée, 70 % affirmant que cette transformation devrait se

concentrer sur notre santé collective et notre bien-être.

Un sondage de l'Institut Broadbent démontre un soutien généralisé envers les dépenses nécessaires pour reconstruire et élargir l'accès aux services publics et rendre notre économie plus équitable. Il y a un consensus croissant selon lequel le profit n'a pas sa place dans les soins de longue durée ni dans les autres types de soins. La pandémie a démontré les impacts négatifs de la privatisation, de la déréglementation et de l'application laxiste des lois du travail et de la santé et sécurité au travail. Alors que le Canada commence à se remettre et à planifier la relance, nous avons la responsabilité d'imaginer ce à quoi notre économie pourrait ressembler.

Une partie importante de cette reconstruction de l'économie consiste à concevoir de nouvelles règles de gestion de l'activité économique. Il faut veiller à ce que ces règles soient centrées sur les besoins des personnes et de l'environnement, et non sur les profits des entreprises. Il n'y a pas d'économie sans citoyens, travailleurs ou consommateurs.

## Augmenter le pouvoir des travailleurs

Réécrire de nouvelles règles pour les travailleurs est primordial. Nous comptons tous sur les employés des services essentiels et partageons tous la responsabilité de veiller à ce qu'ils puissent travailler en toute sécurité, qu'ils soient suffisamment rémunérés et qu'ils soient traités avec dignité.

À tous les niveaux de gouvernement, il est possible d'améliorer les normes d'emploi et les lois du



*L'Économie au travail* est publiée sur une base trimestrielle par le Syndicat canadien de la fonction publique pour offrir aux travailleurs et à leurs représentants de l'information accessible, des analyses fouillées des tendances économiques et des outils pour faciliter les négociations.

Découvrez les éditions de *L'Économie au travail* en ligne à [scfp.ca/economie-au-travail](https://scfp.ca/economie-au-travail). Accédez aussi à d'autres liens utiles.

Pour s'abonner par courriel à *L'Économie au travail*, allez à [scfp.ca/abonnement](https://scfp.ca/abonnement).

À moins d'indications contraires, tout le contenu a été rédigé par Angella MacEwen. Karin Jordan est la rédactrice en chef.

La relecture a été effectuée par Céline Carré et Vicky Allard. La mise en page a été réalisée par Sarah Walker.

Veillez communiquer par courriel ([amacewen@cupe.ca](mailto:amacewen@cupe.ca)) pour toute correction, question, suggestion ou contribution.



**SCFP** | Syndicat canadien  
de la fonction publique





travail, ainsi que de mieux appliquer les lois et les règlements actuels. Les syndicats insistent depuis des années sur la nécessité d'augmenter le salaire minimum, et réclament que les employeurs et les gouvernements cessent de miser toujours plus sur les emplois précaires. Les lois actuelles rendent le travail précaire attrayant pour les employeurs, et il est temps que ça change.

**Les travailleurs ont besoin de mesures de santé et de sécurité solides et applicables, et d'avoir accès aux équipements de protection personnelle nécessaires.**

Les congés de maladie payés assortis d'une protection d'emploi sont un enjeu majeur. Avant la pandémie, la plupart des travailleurs non syndiqués n'avaient droit qu'à un ou deux jours de congé de maladie non payé, et beaucoup d'entre eux n'avaient pas de congés garantissant le retour au travail s'ils tombaient malades ou devaient s'isoler. La plupart des provinces ont modifié leurs lois afin de prolonger la durée des congés de maladie non

payés. Les travailleurs sont donc exposés à des pertes de revenus et aux pressions des employeurs les forçant à travailler pendant qu'ils sont malades.

De plus, les travailleurs étaient confrontés à la nécessité de prendre un congé non payé pour prendre soin de leurs enfants, puisque les services de garde et les écoles étaient fermées en raison de la pandémie. Selon les données de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada, ce sont les femmes qui ont principalement assumé cette responsabilité. La pandémie a souligné l'importance de notre système public d'éducation, et la nécessité d'un programme national de services de garde.

Les travailleurs syndiqués ont de la difficulté à faire respecter leurs droits en matière de santé et sécurité, et de nombreux employés doivent retourner sur un lieu de travail qu'ils estiment dangereux ou démissionner, ce qui élimine leur droit aux prestations de soutien du revenu. Cette situation est plus fréquente dans les secteurs à faible revenu et dans ceux qui embauchent beaucoup de travailleurs migrants, comme l'industrie de transformation des aliments. Les travailleurs ont besoin de mesures de santé et de sécurité solides et applicables, et d'avoir accès aux équipements de protection personnelle nécessaires.

### **Viser plus haut pour tout le monde**

Lorsque la pandémie a commencé, les conséquences immédiates ont été la mise à l'arrêt d'une grande partie de notre économie et de nos activités quotidiennes. De nombreux travailleurs se sont retrouvés sans l'aide nécessaire pour suivre les directives de santé publique et de confinement. Les congés non rémunérés ne sont pas suffisants pour permettre aux travailleurs de rester à la maison. La plupart des familles canadiennes n'ont pas assez d'argent pour couvrir leurs dépenses pendant deux semaines sans salaire. C'est donc dire que plusieurs ont manqué de ressources pendant l'arrêt prolongé que nous avons subi.

**De nombreux travailleurs se sont retrouvés sans l'aide nécessaire pour suivre les directives de santé publique et de confinement.**

Le soutien du revenu joue un rôle important pour stabiliser les besoins des communautés durement touchées, en plus d'aider les personnes à satisfaire leurs besoins fondamentaux.

Au cours des 25 dernières années, les gouvernements fédéraux successifs

ont réduit l'accès à l'assurance-emploi, et ont fermé les yeux face au fait que le programme ne permettait plus de fournir un soutien à un nombre croissant de travailleurs précaires. Les employés à faible salaire, à temps partiel, temporaires ou contractuels ont été profondément touchés par la première série de fermetures et de mises à pied en mars. Pourtant, ces personnes sont les moins susceptibles d'être admissibles aux prestations de l'assurance-emploi.

Les prestations d'urgence offertes par le gouvernement fédéral, dont la Prestation canadienne d'urgence (PCU), ont fourni à plus de sept millions de Canadiens un soutien d'urgence en avril. Mais de nombreux travailleurs vulnérables ont été négligés; ceux qui n'avaient pas suffisamment de revenus pour avoir droit à la PCU, les travailleurs saisonniers qui n'ont pas droit à l'assurance-emploi et les travailleurs temporaires des agences de placement qui sont souvent payés en argent comptant et qui ont de la difficulté à obtenir des relevés de paie. À long terme, il faudra concevoir un nouveau programme d'assurance-emploi qui offre un soutien à tous les travailleurs et repenser l'aide sociale pour assurer une vie décente aux personnes qui ne sont pas en mesure de travailler.

### Renforcer les services publics

Après des années d'austérité et de dépendance au secteur privé pour résoudre les problèmes et fournir les services, nous avons dû faire des pieds et des mains pour répondre adéquatement à la soudaine crise économique et sanitaire. Investir dans le secteur public doit mener à la reprise de l'économie et de notre société afin qu'elles soient plus résistantes à l'avenir. La Banque du Canada a abaissé son taux d'intérêt directeur à 0,25 % et agit à titre de prêteur en achetant des obligations directement des gouvernements fédéral et provinciaux. Le taux d'intérêt des obligations de 30 ans du gouvernement fédéral est seulement de 2 %, ce qui rend l'investissement fédéral dans les infrastructures



publiques et les programmes essentiels plus abordable que jamais.

Les gouvernements auront tendance à élaborer des plans de relance comme ils l'ont fait par le passé, soit en mettant l'accent sur le financement de projets d'infrastructure physique. Cependant, cette récession est différente. Elle touche les femmes, les employés des services à faible revenu, les travailleurs racisés et les travailleurs migrants beaucoup plus durement. Investir en plus dans l'économie des soins, notamment les soins de santé, les services sociaux et les services de garde d'enfants, engendrera des avantages sociaux et économiques beaucoup plus élevés que les coûts actuels d'emprunt et permettra de créer de bons emplois pour les personnes qui ont été le plus durement touchées par la crise économique. Investir dans les logements abordables contribuera aussi à remédier aux inégalités qui ont été exacerbées par les répercussions économiques de la pandémie.

Il y a déjà des voix qui réclament des mesures d'austérité et des privatisations, notamment par le biais de la Banque de l'infrastructure du Canada du gouvernement fédéral. On ne peut cependant stimuler la relance en réduisant les budgets. La privatisation coûte plus cher, tout en offrant moins. Après la récession de 2008, le gouvernement fédéral a mis fin trop rapidement à ses mesures de soutien économique et s'est concentré sur les compressions et l'équilibre du budget au lieu de renforcer notre filet de sécurité. La politique des dépenses

dans les infrastructures favorisait les PPP inefficaces et coûteux, ce qui a forcé les municipalités de tout le Canada à se limiter à des projets de faible qualité et à accroître leur dette.

**Nous devons maintenant veiller à ce que les travailleurs et les solutions publiques soient au cœur de la reprise.**

Jamais auparavant avons-nous connu un bouleversement économique comme celui-ci. Mais nous avons connu des périodes de grand changement. Nous ne savons pas ce qui nous attend lors des prochains mois et des prochaines années. Cependant, nous savons que nous nous en sortirons mieux si nous nous réunissons à bâtir une société et une économie qui fonctionneront pour tous. L'importance des services publics et des travailleurs de première ligne coûte n'a jamais été aussi claire. Nous devons maintenant veiller à ce que les travailleurs et les solutions publiques soient au cœur de la reprise.